

Le niveau des dépenses publiques: gare aux conclusions précipitées!

Carlo Thelen, chef économiste de la Chambre de commerce

Fin mars 2013, le Statec a publié une étude sur l'évolution et la structure des dépenses publiques luxembourgeoises depuis le milieu des années 1990. Le Statec y note, qu'en termes absolus, les dépenses des administrations publiques (administration centrale, communes, sécurité sociale) sont très élevées au Luxembourg, soit 34.400 euros par habitant contre 14.000 euros dans la zone euro en moyenne en 2011.

Rapportées au PIB, nos dépenses publiques se situeraient cependant en dessous de la moyenne européenne 42% du PIB au Grand-Duché en 2011, contre près de 50% du PIB dans la zone euro.

Dans son étude, le Statec note, qu'avec la crise, la part des dépenses publiques dans le PIB a fortement augmenté, en passant de 36,3% du PIB en 2007 à 44,6% en 2009, pour revenir à 42% en 2011.

Cette évolution résulterait d'un PIB en berne et un peu moins de l'augmentation intrinsèque des dépenses. L'équilibre des finances publiques est dit «*fragilisé par les recettes fiscales atones suite au ralentissement économique*».

En ce qui concerne la structure des dépenses publiques, les prestations et transferts sociaux en nature et en espèces représentent près de la moitié des dépenses publiques (47,3% en 2011). La part des dépenses de fonctionnement (rémunérations et consommation intermédiaire) dans les dépenses totales s'élève à 27,7%. Les investissements publics au Luxembourg atteignent 9,1% des

dépenses totales en 2011. Finalement, le service de la dette équivaut à un peu plus de 1% des dépenses publiques totales au Luxembourg, en forte hausse cependant.

Ces quelques chiffres méritent une analyse comparative plus détaillée.

La Chambre de commerce propose traditionnellement des études similaires, en exprimant également les dépenses publiques – peu palpables – en fonction d'une certaine grille de lecture plus tangible. Or, contrairement à la méthodologie retenue par le Statec, la Chambre de commerce propose notamment la prise en compte, au-delà des habitants, des travailleurs frontaliers dans le calcul des données par tête d'habitant, étant donné qu'une partie substantielle de la richesse économique (c'est-à-dire du PIB) est initialement produite par et redistribuée ensuite vers les facteurs de production sis à l'étranger, dont les frontaliers.

Ce phénomène typiquement luxembourgeois souligne les limites de l'indicateur du PIB, en général, et de son utilité comme étalon de mesure dans le contexte luxembourgeois.

Au-dessus de ses moyens

Le fait d'exprimer les dépenses et les recettes publiques luxembourgeoises par rapport au PIB (généré par les facteurs de production tant indigènes qu'étrangers) constitue un exercice particulièrement périlleux. En effet, de nombreuses dépenses publiques sont effectuées sans que les frontaliers n'en

retirent quelconque avantage (cf. politiques d'éducation, de logement, de défense, ...).

Quant aux recettes, les frontaliers qui paient leurs impôts et cotisations au Grand-Duché contribuent au financement des dites politiques. Un autre phénomène qui «gonfle» les recettes (au total et par habitant) est celui du rendement fiscal substantiel qu'engendre la dépense de consommation étrangère au Luxembourg: les droits d'accises, la TVA sur le commerce électronique, etc. génèrent une plus-value de l'ordre de 2 milliards d'euros, soit quelque 15% de l'ensemble des moyens d'action de l'administration centrale. Il est vrai que le Luxembourg, notamment dans le cadre des accords UEBL, reverse une partie marginale des taxes indirectes à la Belgique. Toujours est-il qu'une juxtaposition entre recettes, dépenses et PIB est à prendre avec des pincettes!

Peu importe les méthodologies appliquées et le thermomètre utilisé, les dépenses publiques relatives sont très (trop) élevées en comparaison internationale et le Luxembourg vit au-dessus de ses moyens. C'est un phénomène déjà largement connu avant la crise et amplifié par la crise du fait que les recettes publiques commencent à s'affaiblir. Les récents développements autour de la Place financière ne sont guère propices pour inverser cette tendance. De même, de nouvelles hausses fiscales seraient contre-productives lorsqu'elles affectent l'attractivité du site grand-ducal.

A politique inchangée, l'administration



Carlo Thelen

centrale devrait connaître un déficit de l'ordre de 2 milliards d'euros à l'horizon 2016. Tous les jours donc, 5,5 millions d'euros seraient ainsi dépensés à découvert et devraient être remboursés par les générations futures.

Afin de rectifier le tir, il semble évident que la feuille de route y relative ne saura se contenter d'ajustements ponctuels. Au contraire, un exercice de radiographie prenant en compte l'ensemble des blocs de dépenses précités s'impose, tout en optimisant et en pérennisant les recettes.